



HAL
open science

Soutien à l'intégration européenne : une analyse économique

Kristel Jacquier

► **To cite this version:**

Kristel Jacquier. Soutien à l'intégration européenne : une analyse économique. Economies et finances. 2011. dumas-00648995

HAL Id: dumas-00648995

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00648995>

Submitted on 6 Dec 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1 PANTHEON-SORBONNE
UFR de Sciences Economiques 02

Master 2 Recherche « économie appliquée » mention économie publique
Année universitaire 2010-2011

Sous la direction de Monsieur le professeur Bruno AMABLE

Soutien à l'intégration européenne : Une analyse comparative

Mémoire présenté et soutenu par **Kristel JACQUIER**

Juin 2011

L'université de Paris 1 Panthéon Sorbonne n'entend donner aucune approbation, ni désapprobation aux opinions émises dans ce mémoire ; elles doivent être considérées comme propre à leur auteur

Table des matières

Résumé.....	4
1 Introduction	5
2 Intégration européenne et opinion publique	7
3 Revue de littérature.....	9
4 Démarche empirique.....	13
4.1 Méthode d'estimation.....	13
4.2 Présentation des données	14
4.3 Hypothèses.....	19
5 Résultats	21
5.1 Thèse de la compétitivité individuelle.....	22
5.2 Prise en compte du contexte national	23
5.3 Tests de robustesse	27
6 Conclusion	31
Annexe 1 : Evolution de la distribution de la variable d'intérêt	33
Annexe 2 : Description des variables.....	34
Annexe 3 : Liste des pays.....	39
Annexe 4 : Soutien à l'intégration Grèce et Espagne	40
Annexe 5 : Résultats.....	42
Annexe 6 : Tests de robustesse.....	45

Résumé

Quels sont les déterminants du soutien à l'intégration européenne ? A l'aide d'une analyse en cross section sur des données d'enquêtes individuelles, nous tentons d'éclaircir le lien entre la position sociale et le gout pour l'Union Européenne. Nous examinons un certain nombre de déterminants de la littérature, en nous appuyant sur la thèse de la compétitivité individuelle. Nous souhaitons mettre en évidence les bénéfices économiques différenciés perçus par les citoyens européens, en identifiant les groupes sociaux les plus favorables à l'intégration. Nous nous appuyons sur deux niveaux de clivages : nationaux et transnationaux.

1 Introduction

Quels sont les déterminants du soutien ou de l'opposition à l'intégration européenne?

Il existe une vaste littérature sur le thème de l'opinion publique vis-à-vis de l'intégration européenne. Les facteurs explicatifs vont de considérations purement pécuniaires (Eichenberg et Dalton, 1993 ; Anderson and Kaltenthaler, 1996 ; Gabel et Palmer, 1995) à des facteurs purement culturels (McLaren, 2002 ; Diez Medrano, 2003), en passant par le contexte national (Brinegar and Jolly, 2005 ; Sánchez-Cuenca, Ignacio, 2000).

Le présent mémoire n'a pas pour ambition de fournir une liste exhaustive des déterminants du soutien à l'intégration¹ mais davantage de mettre en évidence les bénéfices économiques différenciés perçus par les citoyens européens. Nous testons, à l'aide de la base de données « Enquêtes sociales européennes », les déterminants du soutien à l'intégration, selon l'hypothèse de compétitivité individuelle sur un marché libéralisé.

Notre étude se concentre sur l'importance de la position sociale pour déterminer la préférence pour l'intégration européenne. Nous distinguerons deux groupes de pays, les anciens membres (l'Union à quinze) et les membres ayant adhéré après 2004. Analyser la demande d'intégration européenne et les groupes sociaux qui l'expriment peut être utile pour prévoir le potentiel soutien pour de futures réformes menées dans le cadre communautaire (Castanheira et al., 2006).

Notre travail s'articule autour de trois éléments : une analyse comparative entre nos deux groupes, l'existence de deux niveaux de clivages (individuel et national), et la question de la redistribution.

¹ Pour une liste complète des études empiriques sur le sujet, voir Hooghe, Liesbet, and Gary Marks (2005)

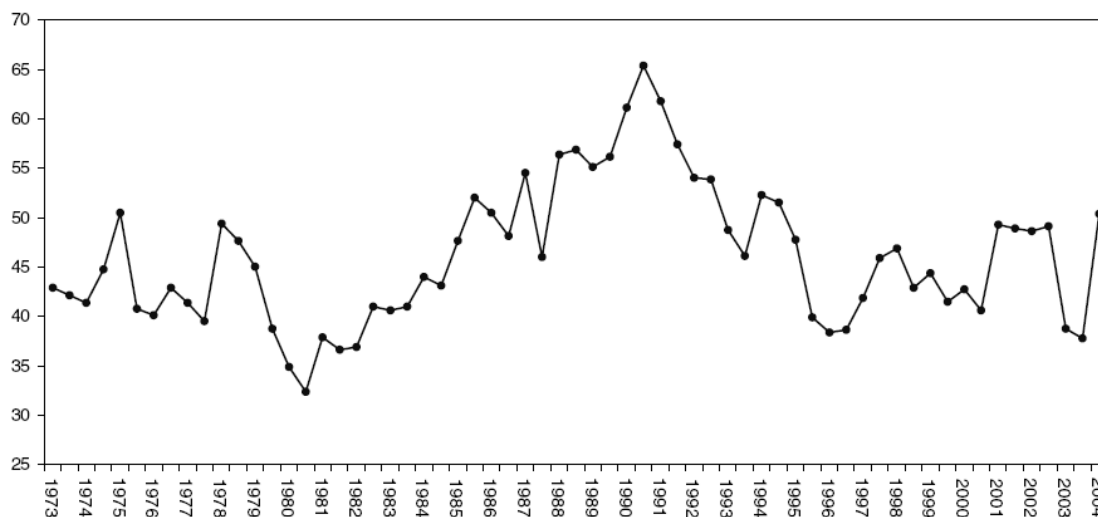
La partie 2 retrace l'histoire du soutien populaire à l'intégration européenne. Dans la troisième partie, les éléments de la littérature qui intéressent notre étude sont mobilisés. La quatrième section présente la démarche empirique, et la cinquième les résultats obtenus. La partie 6 conclut l'analyse. Des détails sur les variables utilisées se trouvent dans les annexes, ainsi que des statistiques descriptives et les résultats des différentes estimations.

2 Intégration européenne et opinion publique

En relations économiques internationales, l'intégration se définit comme l'élimination graduelle des frontières économiques entre états indépendants. A son terme, les économies de ses états fonctionnent comme une entité² (W.Molle ,2006). Sur le plan théorique, l'union économique européenne est donc en construction.

Après la signature de l'acte unique européen (AUE) en 1985, l'Eurobaromètre affiche un enthousiasme sans précédent parmi les citoyens européens (Eichenberg and Dalton, 1993). L'essor du commerce intra-UE a eu un impact très positif sur le soutien. L'application de l'AUE a accentué ce phénomène. L'union apporte à cette époque une croissance non inflationniste aux pays membres, ce qui contribue à lui donner une image positive.

En 1991, l'Union Européenne est au sommet de sa popularité.



Graphique 1 : Evolution du soutien net³, pourcentage moyen sur huit pays. 1973-2004. Source :Eurobaromètre.

² « the gradual elimination of economic frontiers between independent states. As a result the economies of these states end up functioning as one entity »

³ Pourcentage de personnes qui considèrent l'appartenance à l'Union Européenne comme une bonne chose, moins le pourcentage de personnes qui la considère comme une mauvaise chose.

Selon Lindberg et Scheingold (1970) les années cinquante et soixante sont des décennies de « consensus permissif ». Il s'agit d'une acceptation tacite de l'Union Européenne par les citoyens, i.e. une vaste majorité d'opinions a priori favorables.

Jusqu'au traité de Maastricht, l'Union Européenne était une entité économique, qui apportait une forme de prospérité. Le traité change la donne, il introduit la citoyenneté européenne, renforce le rôle du parlement européen et étend les compétences de l'union à des domaines tels que l'environnement, les politiques sociales ou de sécurité. L'union devient une entité politique potentiellement contraignante. Cette transformation soudaine de l'Union coïncide avec un déclin du soutien populaire à l'intégration. Ainsi, en 1992, le rejet du traité de Maastricht par les citoyens danois marque la rupture du consensus. Par la suite, les individus favorables à l'intégration européenne ne représentent plus qu'une forte minorité.

Parmi l'Europe des quinze, les plus en faveur sont le Luxembourg, l'Irlande et les Pays-Bas. Tandis que les plus sceptiques sont l'Autriche, la Finlande, la Suède, le Royaume-Unis et le Danemark. Les données exploitées dans la littérature démontrent un soutien plus fort chez les nouveaux entrants, avec la Roumanie et la Bulgarie en tête. Tandis que les moins europhiles sont la Pologne, la Slovaquie, la Lettonie, la République Tchèque et l'Estonie. Malgré le scepticisme de ces derniers, tous ont majoritairement voté pour l'adhésion lors des référendums. Ces traditions nationales sont confirmées par nos données (à l'exception des polonais de notre échantillon qui à 66% déclarent vouloir approfondir l'unification européenne).

3 Revue de littérature

Le thème du soutien à l'intégration est développé dans une littérature abondante en sciences politiques. Pour les analystes, identifier les déterminants du soutien est essentiel, surtout depuis la fin du consensus permissif, car l'intégration ne pourra pas se poursuivre sans l'approbation d'une majorité de citoyens (Keohane and Hoffmann 1990). Le passage d'une confiance tacite à une perception plus exigeante fait partie d'un processus de démocratisation de l'Union Européenne (Hurrelmann, 2007).

L'accélération soudaine de l'intégration provoquée par le traité de Maastricht a pu être à l'origine du déclin du soutien des années 90 (Richard C. Eichenberg and Russell J. Dalton, 2007). Selon Eichenberg et Dalton (2007), depuis Maastricht, l'impact de l'intégration ne se limite plus à la stabilité macro-économique, la période post-Maastricht voit l'émergence d'enjeux de redistribution. Cette hypothèse est confirmée par leurs travaux empiriques, plus les dépenses sociales d'un pays sont importantes, plus les individus refusent que l'Union exerce ses compétences dans le domaine des politiques sociales. La transition vers l'euro, en plus de son impact symbolique, a conduit à l'adoption du pacte de stabilité et de convergence. Alors que la stabilité des prix était très bien perçue par l'opinion jusqu'alors, le contrôle de l'inflation et les règles de déficit budgétaire sont plus menaçants pour une partie de la population européenne (puisqu'elles peuvent engendrer une diminution des dépenses publiques). Une partie des européens souhaitent protéger leur système social national. Après 1992, l'analyse coûts-bénéfices se complexifie pour les Européens.

Selon Gabel (1998a), les Européens évaluent l'union en fonction de leur avantage comparatif, i.e. leur capacité à tirer profit de la libéralisation et de l'accroissement des échanges intra-UE. Cette thèse, dite de la compétitivité individuelle, est robuste empiriquement. L'auteur remarque également que des clivages transnationaux risquent d'émerger parmi les européens dans la mesure où les politiques sociales (retraites, assurance maladie, éducation) ont une influence directe sur le niveau de vie.

De surcroît, ces politiques ne sont pas de simples instruments, elles représentent les fondements des consensus d'économie politique mis en place dans l'après guerre. La menace d'une convergence vers le niveau de redistribution européen médian, déstabilise les arrangements nationaux en termes d'économie politique. Selon la typologie des variétés de capitalisme de Hall et Soskice (2001), dans les économies de marché libérales (LMEs) plus de redistribution fait craindre une hausse de l'imposition et des pertes d'emploi, tandis que dans les économies de marché coordonnées (CMEs) une plus faible redistribution aurait pour conséquence moins de sécurité pour les travailleurs, et un investissement moindre dans les compétences spécifiques (Iversen et Soskice, 2001). Au sein des deux principaux types de capitalisme, l'intégration européenne a un potentiel déstabilisateur, nous pouvons donc nous attendre à voir émerger des groupes pro-intégration ou eurosceptique à l'intérieur des pays.

Cette analyse rejoint la théorie de la base sociale de Lipset et Rokkan (1967) selon laquelle il existe deux types de clivage dans l'Union Européenne. Le niveau national/territorial, dont les déterminants sont historiques, culturels, ou découlent du contexte économique du pays. Et le niveau transnational ou socioéconomique. Il s'agit des divisions sociales, de classe, ou de nouvelles subdivisions (postmatérialisme, âge, éducation et information). Les divisions transnationales prennent de plus en plus d'importance à mesure que l'agenda européen se tourne

vers des questions de redistribution envers des groupes non territoriaux (politiques sociales) et les questions sociales et de valeurs politiques (telles que les politiques environnementales).

Concernant les clivages transnationaux, l'une des hypothèses principales du soutien à l'intégration dans la littérature est la thèse de R. Inglehart (1971). Selon lui, dans les sociétés industrielles avancées, le développement social et la prospérité économique causent des changements politiques : la montée des valeurs post-matérialistes. Tandis que les individus matérialistes recherchent la sécurité économique et physique, les post matérialistes eux, sont mus par l'épanouissement personnel et le besoin d'appartenance. Selon Inglehart, ces changements sont en adéquation avec le projet européen car les post-matérialistes ont des horizons plus larges, ils sont plus cosmopolites. En second lieu, l'UE est plus à même de satisfaire le besoin d'appartenance des post-matérialistes, par rapport à l'état nation qui véhicule des valeurs trop matérialistes pour eux. Ces propositions n'ont pas été vérifiées empiriquement depuis les travaux d'Inglehart. Plusieurs auteurs ont conclu en une absence de corrélation (Janssen, 1991; Anderson and Reichert, 1996; Gabel, 1998a). Au mieux la théorie contraire serait plus susceptible d'être vérifiée, l'Union étant un projet économique, les personnes qui ont des valeurs matérialistes devraient plébisciter l'intégration européenne. Nous notons à cet égard un résultat intéressant dans les travaux empiriques d'Anderson et Reichert. Lorsque l'échantillon comprend tous les pays de l'UE (douze pays à l'époque), la variable (qui reflète les valeurs politiques, de type postmatérialiste, des individus interrogés) n'est significative que sur l'une des années testées. Ils effectuent ensuite des régressions séparées pour les anciens (l'Europe des six) et les nouveaux pays membres. Ils trouvent une relation positive entre les valeurs post-matérialistes et le soutien à l'intégration européenne parmi les citoyens des « anciens » pays, et à l'inverse un lien positif entre les matérialistes et le soutien à l'intégration pour les nouveaux adhérents. J.Janssen critique le raisonnement d'Inglehart qui part de l'idée selon laquelle la nation représente les

valeurs matérialistes. En réalité la nation tend à prendre en compte les buts non économiques, alors que l'Union Européenne est une construction purement économique.

De plus, les théories post-matérialistes prédisent un déclin du clivage traditionnel gauche/droite qui n'est pas vérifié empiriquement. Les thèses de la modernisation (Giddens, 1994), proches du post-matérialisme, prédisent une érosion de la demande de redistribution. Selon Amable (2007) cette hypothèse n'a pas de fondement empirique. Les clivages de classe demeurent significatifs.

Un dernier courant de la littérature examine de quelle manière le contexte national peut atténuer ou renforcer l'impact des déterminants précédemment évoqués. Brinegar et Jolly (2005) s'intéressent à la dotation factorielle pour expliquer des bénéfices différenciés vis-à-vis de la libéralisation. Selon le théorème de Heckscher–Ohlin–Samuelson (HOS), La libéralisation des échanges bénéficie aux individus dont le facteur de production est relativement abondant dans l'économie nationale et pénalise les autres (Mayda and Rodrik, 2002). Les individus peu qualifiés dans des économies avec une main d'œuvre non qualifiée abondante ont de grande chance d'avoir une appréciation positive de l'Union. Tandis que les citoyens peu qualifiés dans des pays où le facteur est rare devraient être plutôt eurosceptiques. En effet, selon Rogowski (1989), le protectionnisme bénéficie aux propriétaires d'un facteur de production rare.

Scheve (2005), en plus d'analyser la dotation factorielle, prend en compte le niveau de centralisation des négociations salariales (plus les négociations sont centralisées, moins le niveau de qualification a un impact sur le soutien à l'intégration européenne).

Nous nous intéresserons à un certain nombre de déterminants présents dans la littérature mobilisée, en mettant l'accent sur la thèse utilitariste et l'impact du contexte national.

Nous présentons dans la partie suivante la méthode employée et les hypothèses testées.

4 Démarche empirique

4.1 Méthode d'estimation

Pour prendre en compte la nature de notre variable dépendante (11 choix discrets qui peuvent être ordonnés), nous appliquons un modèle logit ordonné. Il s'agit d'un modèle à variable latente. Nous n'observons pas notre variable d'intérêt (nous nous intéressons ici au « goût pour l'intégration européenne »), mais une échelle de 0 à 10.

Les variables ordinales peuvent être ordonnées, néanmoins nous ignorons la distance réelle entre les catégories. Passer de 0 à 1 peut être différent de passer de 1 à 2 par exemple. Une variable dépendante ordinale viole les hypothèses du modèle de régression linéaire (égale distance entre les catégories), ce qui peut déboucher sur de mauvaises conclusions.

Le modèle de logit ordonné a été introduit par McKelvey et Zavoina (1975), en termes de variable latente.

L'équation du modèle se définit comme suit :

$$y_i^* = \gamma D_i + \chi E_i + \phi P_i + \varepsilon_i \quad (1)$$

Les vecteurs γ , χ , ϕ et ε sont les paramètres à estimer et y_i^* est la variable latente, ici l'intensité de la préférence pour l'intégration européenne.

D est un vecteur des caractéristiques démographiques (âge et sexe). E est un vecteur qui mesure la position socioéconomique des individus (CSP, statut et relation d'emploi). Le vecteur P représente les dummy pays. Et ε est le terme d'erreur.

Nous n'observons pas y_i^* , mais une variable y_i qui prend les valeurs 0 à 10 et augmente à mesure que le soutien à l'intégration européenne augmente. Nous avons :

$$y_i = j \text{ si } \alpha_{j-1} \leq y_i^* < \alpha_j \quad (2)$$

Pour $j = 0, \dots, 10$, où α_j sont les seuils à estimer, avec $\alpha_0 = -\infty$ et $\alpha_5 = +\infty$

L'interprétation des estimations sur variables catégorielles est délicate (King et al., 2000). Les coefficients estimés donnent l'effet marginal de la variation d'une unité de la variable explicative, sur la valeur prise par la variable latente. Cependant nous ne connaissons pas la valeur de la variable dépendante, seulement ses seuils. Seul le signe et la significativité peuvent nous donner une information.

Par contre, sachant que dans une même régression l'ampleur des coefficients est comparable, nous pouvons interpréter l'impact relatif des variables explicatives en termes d'odds ratio (obtenu en calculant l'exponentiel du coefficient estimé).

4.2 Présentation des données

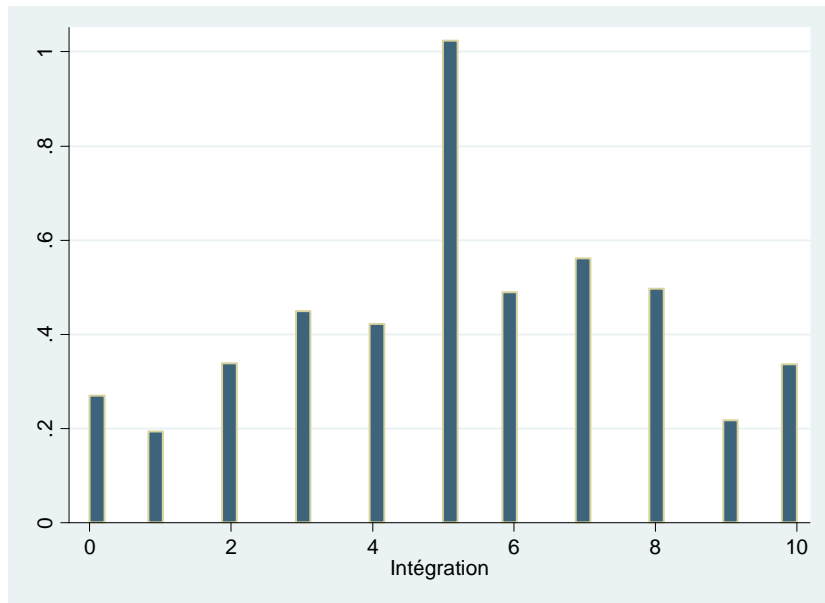
Nous utilisons comme base de données les enquêtes sociales européennes (l'European Social Survey (ESS)). Le programme ESS permet une enquête comparative des comportements et attitudes des citoyens des pays européens sur un ensemble de thèmes socio-politiques. Il comprend à ce jour quatre vagues (ou « round »): ESS1 (2002), ESS2 (2004), ESS3 (2006), ESS4 (2008). Elles sont réalisées auprès d'environ 40 000 individus, dans trente pays (pour la

dernière vague). Les enquêtes sont administrées auprès d'échantillons nationaux représentatifs des résidents de plus de 15 ans dans chaque pays. Les questionnaires recouvrent une variété de sujets, communs à toutes les ESS. Ensuite, des modules complémentaires sont ajoutés (les ESS4 comprennent notamment des questions sur le vieillissement et l'état providence). Ce programme a été développé à l'initiative de l'European Science Foundation (ESF)⁴. Il est donc d'inspiration universitaire et emploie une méthodologie rigoureuse (échantillonnage aléatoire et un objectif de réponse de 70% par individus interrogé).

La base de données a été choisie car elle est conçue pour faire des analyses comparatives entre pays. De plus, son taux de réponse pour les variables de notre étude est d'environ 80%. La question sur l'intégration présente dans les ESS 2 à 4 nous a semblé intéressante, car susceptible de renseigner sur la force du soutien des citoyens envers la poursuite du processus européen. Nous avons choisi de fusionner les bases ESS3 et 4 car le soutien ne nous a pas semblé évoluer dans le temps (voir annexe 1). Notre variable d'intérêt « intégration » est présentée dans l'annexe 2. La liste des pays est donnée dans l'annexe 3. Les graphiques et tableaux ci-dessous présentent les grandes tendances de notre échantillon.

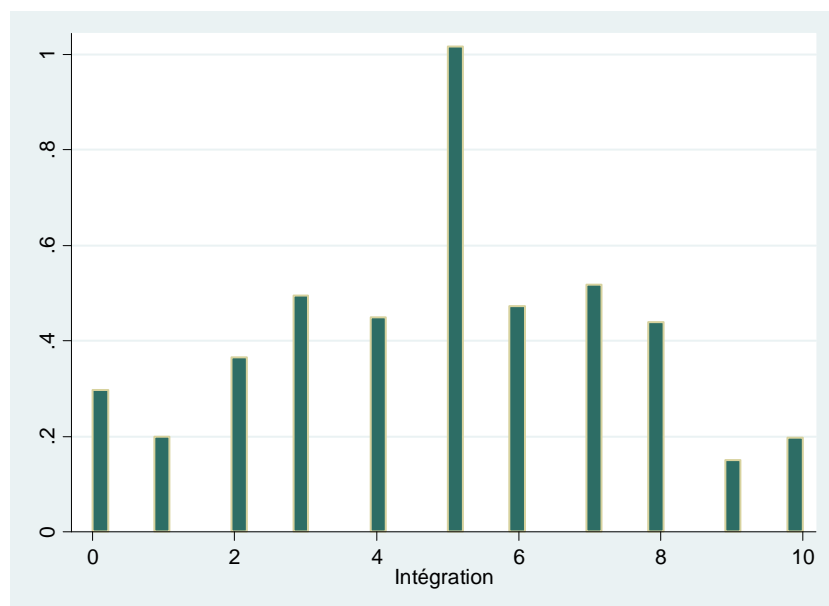
⁴ Il est financé par le 6^{ème} programme cadre de la commission européenne, l'ESF et des financements nationaux.

Graphique 2: Distribution (fréquence) des réponses sur la variable d'intérêt, échantillon total

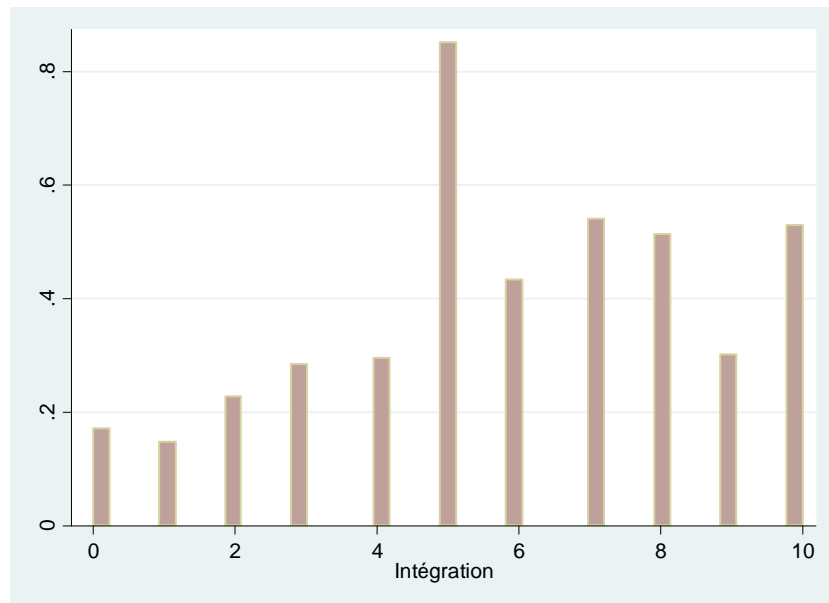


Nous observons un biais de statu quo à la valeur 5. Ce phénomène peut être dû à un manque d'information sur le sujet (Huckfeldt et al., 1995), et un intérêt limité pour la question de la part des citoyens européens.

Graphique 3 : Distribution (fréquence) des réponses sur la variable d'intérêt, échantillon des pays membres avant 2004



Graphique 4 : Distribution (fréquence) des réponses sur la variable d'intérêt, échantillon des nouveaux pays membres



Comme nous pouvons nous y attendre, les nouveaux membres affichent un soutien nettement supérieur.

Graphique 5 : Soutien à l'intégration en fonction du pays

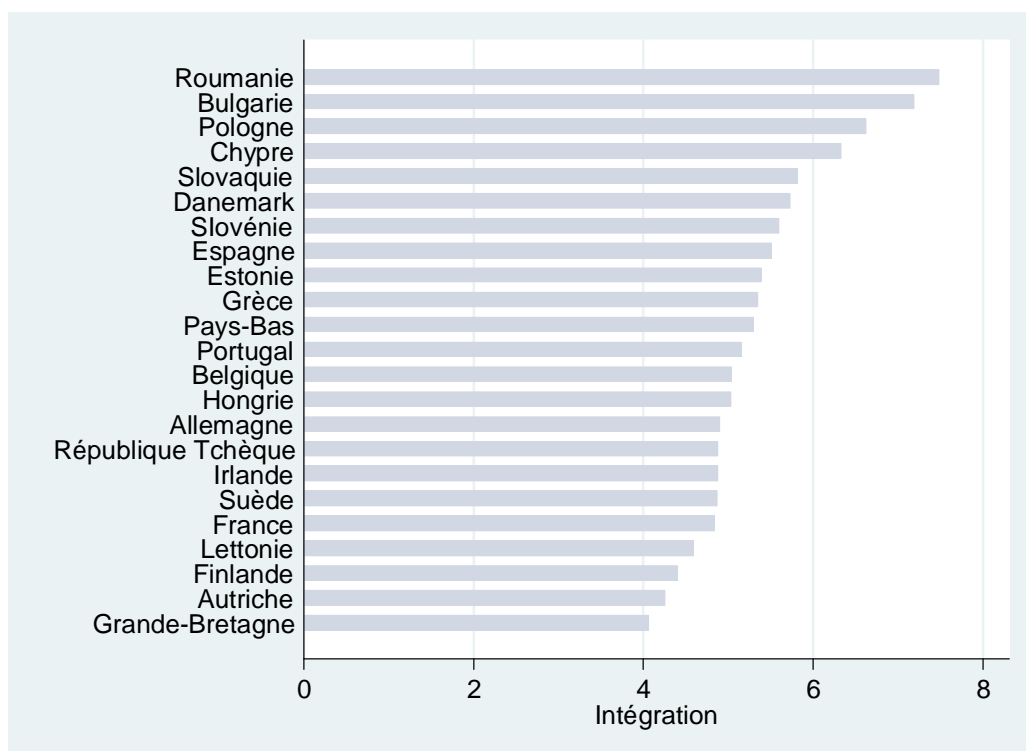


Tableau 1 : Soutien à l'intégration en fonction du revenu, échantillon total

%	Niveau de revenu				Total échantillon
	1	2	3	4	
Intégration					
Plutôt défavorable	32	36	35	36	35
Neutre	21	22	20	20	21
Plutôt favorable	46	42	44	44	43
Total	100	100	100	100	100

Source : Calculé à partir de la base de données fusionnée (ESS3 et ESS4)

Tableau 2 : Soutien à l'intégration en fonction du revenu, pays de l'Europe à quinze

%	Niveau de revenu				Total échantillon
	1	2	3	4	
Intégration					
Plutôt défavorable	34	41	44	46	39
Neutre	22	23	21	21	22
Plutôt favorable	44	36	35	33	39
Total					

Source : Calculé à partir de la base de données fusionnée (ESS3 et ESS4)

Tableau 3 : Soutien à l'intégration en fonction de la CITP

%	Plutôt			Total
	défavorable	Neutre	Plutôt favorable	
Hauts fonctionnaires dirigeants et cadres...	32	18	50	100
Professions intellectuelles et scientifiques	28	20	52	100
Professions intermédiaires	34	21	45	100
Employés de type administratif	36	22	42	100
Personnel des services et vendeurs	36	24	40	100
Agriculteurs et pêcheurs...	39	22	39	100
Artisans et ouvriers de type artisanal	37	21	42	100
Conducteur d'installation et de machine	39	20	41	100
Ouvriers et employés non qualifiés	39	23	38	100

Source : Calculé à partir de la base de données fusionnée (ESS3 et ESS4)

4.3 Hypothèses

Le revenu : Gabel et Palmer (1995) défendent la thèse selon laquelle les citoyens européens définissent leurs intérêts économique vis-à-vis de l'union selon des considérations microéconomiques à l'égard de la libéralisation économique. Ils ont montré que le soutien varie en fonction de caractéristiques socioéconomiques telles que le revenu. Anderson et Reichert (1996) obtiennent des résultats similaires.

La CITP : La catégorie socioprofessionnelle (CSP) est l'une des principales variables explicatives des attitudes européennes, tout comme le revenu. La libéralisation commerciale et la mobilité des facteurs avantagent les individus dont le capital humain est le plus élevé, et défavorisent les autres (Anderson et Reichert, 1996 ; Gabel, 1998a, 1998b ; Inglehart, 1970). Selon Rodrick (1997), la libéralisation accroît la substituabilité du travail (puisque'il est possible de délocaliser) ce qui pénalise les travailleurs les moins qualifiés. Les personnes qui soit ont un niveau de qualification élevé soit ont un avantage sur leur lieu de travail seraient donc logiquement plus attachés au marché européen que les autres.

Le statut d'emploi : Dans notre analyse nous associons l'intégration européenne à la libéralisation, donc à moins de protection sociale. Selon Iverson et Soskice (2001), la catégorie des chômeurs, qui ont besoin de transferts sociaux, sont défavorables à la libéralisation, et donc à l'intégration européenne. Cependant, selon Esping-Andersen (1999) des outsiders peuvent s'intéresser aux politiques économiques et sociales qui maximisent leurs chances de trouver un emploi, l'union européenne peut représenter cela pour eux. Mais il faut prendre en compte le fait que les personnes sans emploi forment un groupe très hétérogène. Nous cherchons donc à savoir

si les chômeurs diffèrent des actifs occupés dans leur goût pour l'intégration. Nous prêterons également attention aux étudiants et aux retraités.

Le type d'employeur: Nous testons le fait d'être salarié, indépendant ou travailler dans l'entreprise familiale. Selon Iverson et Soskice (2001), la catégorie des travailleurs indépendants, plébiscite un marché libéralisé et un faible niveau de protection sociale. Nous nous attendons donc à ce que cette catégorie de travailleurs se distingue des autres par un soutien plus fort envers l'union européenne.

Appartenance à un syndicat : A l'aide d'une dummy, nous cherchons à voir si les syndiqués se distinguent des non-syndiqués dans leur préférence pour l'intégration. Les individus syndiqués sont supposés mieux informés sur les coûts et bénéfices de l'intégration.

De plus, les variables de contrôles suivantes sont introduites : le genre, l'âge⁵ les effets pays.

Les effets pays ont deux objectifs. Un objectif « technique » qui découle de la nécessité de capter les biais déclaratifs. Et une valeur explicative dans le sens où les dummy pays peuvent représenter le résidu de la tradition du pays en matière de politique étrangère (les anglais sont historiquement moins favorable à l'Union que les Pays-bas etc). Nous remarquons que les effets pays expliquent une partie considérable de la variance. Ce dernier aspect est difficile à interpréter avec justesse. C'est pourquoi dans notre analyse les effets pays servent uniquement de variables de contrôle.

⁵ Nous avons mené des estimations avec l'âge au carré mais la variable était systématiquement non significative. C'est pourquoi nous avons choisi de la retirer de l'analyse.

L'une des variables importantes qui aurait pu être introduite dans le modèle est le niveau d'éducation. Mais cette information est également présente dans la variable CITP, c'est pourquoi nous ne l'avons pas incluse dans la régression. Cependant, testée séparément, nous obtenons les mêmes résultats que dans la littérature : plus les individus sont éduqués, plus ils sont favorables à l'union, à quelques exceptions près (notamment dans les nouveaux pays membres, en Bulgarie par exemple).

5 Résultats

Dans un premier temps nous effectuons une estimation sur l'échantillon total. Il comprend des individus de 23 pays membres de l'Union Européenne. Une telle régression contraint la variance des résidus à être la même. Pour interpréter correctement les coefficients estimés, nous utilisons les odds ratio. Le odds ratio présente le rapport entre la probabilité de survenue et la probabilité de non survenue de l'évènement pour l'observation considérée. Plus le rapport est élevé, plus il y a de chances que l'évènement se réalise.

Ensuite nous estimons le modèle séparément pour les deux groupes (l'Union avant 2004, et les nouveaux adhérents).

Le tableau de résultat est présenté en annexe 5. La colonne [1] correspond à l'échantillon total, la [2] l'Union à quinze, et la dernière [3] l'estimation pour les nouveaux membres.

Enfin, nous effectuons différents tests de robustesse, les tableaux correspondants se trouvent dans l'annexe 6.

5.1 Thèse de la compétitivité individuelle

La thèse utilitariste est validée par l'estimation puisque les variables sont significatives et du signe attendu.

Pour ce qui concerne les variables d'emploi, le statut de chômeur ne se distingue pas du statut de salarié, les retraités sont plutôt méfiants, et les étudiants largement plus favorables à l'intégration que la catégorie de référence. L'appartenance à une entreprise familiale fait diminuer la force du soutien à l'intégration européenne. Néanmoins nous verrons par la suite que ce résultat n'est valide que pour les individus des nouveaux pays membres.

La variable d'appartenance à un syndicat n'est pas renseignée pour la Roumanie et la Lettonie, ce qui exclut les individus de ces pays de la régression si nous incluons la variable dans le modèle principal. Nous avons choisi d'inclure la variable uniquement pour les estimations de l'échantillon de l'Union à quinze (ainsi que les régressions par pays dans la partie 5.4.).

Nous avons cependant effectué la régression sur l'échantillon des nouveaux membres (sans la Roumanie et la Lettonie), la variable est significative à 5%, et son coefficient est -0,07.

Sur l'ensemble des données, les dirigeants d'entreprise et les professions intellectuelles sont beaucoup plus favorables à l'UE, comme le montre la littérature (Gabel, 1998) et le confirme nos estimations sur l'échantillon total. Néanmoins, prendre en compte les spécificités nationales devrait apporter des précisions essentielles.

5.2 Prise en compte du contexte national

Nous relâchons à présent l'hypothèse selon laquelle tous les pays membres répondent dans les mêmes proportions aux mêmes déterminants, pour prendre en compte le fait que les pays ont rejoint l'Union à différentes périodes et selon des motivations politiques et économiques différentes.

Nous distinguons deux groupes : les anciens et les nouveaux membres de l'Union. Parmi les hypothèses sur les qualifications, nous avons supposé jusqu'à présent que les moins diplômés risquent une perte d'emploi à cause notamment de la libéralisation. Avec les nouveaux pays, nous nous plaçons de l'autre côté, les individus les moins qualifiés pouvant bénéficier des délocalisations en provenance des pays de l'Union à quinze.

Les résultats sur l'échantillon de l'Union à quinze sont très similaires avec les résultats de la partie 5.1. L'ampleur des différences entre les catégories socioprofessionnelles est plus importante. Sur l'échantillon total, le fait d'être ouvrier diminue la probabilité d'être pro-intégration de 42% (odds ratio de 0,58) par rapport à la catégorie de référence (les professions intellectuelles, CITP2). Sur l'échantillon de l'Union à quinze, les écarts entre les CSP sont plus importants, la probabilité d'avoir une opinion favorable de l'Union Européenne diminue de 52% (odds ratio de 0,48) lorsque l'on est ouvrier par rapport à la CITP2.

Les différences entre les catégories socioprofessionnelles sont nettement moins fortes dans l'échantillon des nouveaux adhérents. Le statut d'ouvrier par rapport aux professions intellectuelles ne fait diminuer la probabilité d'être favorable à l'intégration que de 14%. Nous remarquons un odds ratio de 0,88 (-12%) pour les professions intermédiaires, qui confirme que

les catégories socioprofessionnelles sont peu discriminantes vis-à-vis du goût pour l'intégration, parmi les individus des nouveaux pays membres.

Ce résultat peut s'expliquer par la dotation factorielle en travailleurs qualifiés dans le pays de résidence de l'individu. C'est-à-dire que les individus peu qualifiés au sein d'un pays à faible niveau d'éducation n'ont pas de raison d'être méfiant vis-à-vis de la libéralisation économique. Nous nous attendons à ce que l'écart entre les CSP en matière de soutien à l'intégration soit limité, voire à ce que les individus les moins qualifiés soient les plus favorables à l'intégration.

De plus, les personnes qualifiées dans les économies de marchés coordonnées (dans lesquelles le système éducatif s'applique à développer des compétences spécifiques), vont être moins pro-intégration que leur équivalent dans des pays aux systèmes éducatifs plus généraux.

Tableau 4 : Soutien à l'intégration selon la CITP et le pays
(Part des individus favorables à l'intégration européenne)

Pays	CITP 2 ⁶		CITP 8 ⁷		Différence
	n	%	n	%	%
Nouveaux pays membres					
Bulgarie	218/299	73%	274/362	76%	-3%
Chypre	188/259	73%	46/72	64%	9%
République Tchèque	110/234	47%	72/213	34%	13%
Estonie	214/417	51%	132/286	46%	5%
Hongrie	123/266	46%	77/208	37%	9%
Lettonie	94/198	47%	46/158	29%	18%
Pologne	150/213	70%	182/292	62%	8%
Roumanie	164/195	84%	88/110	80%	4%
Slovénie	124/306	41%	118/200	59%	-18%
Slovaquie	201/360	56%	182/336	54%	2%
Total		59%		54%	5%
Union Européenne à quinze					
<u>Autriche</u>	<u>105/253</u>	<u>42%</u>	<u>18/76</u>	<u>23%</u>	<u>18%</u>
<u>Suède</u>	<u>292/647</u>	<u>45%</u>	<u>98/327</u>	<u>30%</u>	<u>15%</u>
<u>Allemagne</u>	<u>403/750</u>	<u>54%</u>	<u>106/348</u>	<u>30%</u>	<u>23%</u>
<u>Pays-Bas</u>	<u>383/666</u>	<u>58%</u>	<u>47/135</u>	<u>35%</u>	<u>23%</u>
<u>Danemark</u>	<u>291/463</u>	<u>63%</u>	<u>74/170</u>	<u>43%</u>	<u>20%</u>
<u>Finlande</u>	<u>221/652</u>	<u>34%</u>	<u>72/319</u>	<u>23%</u>	<u>11%</u>
<u>France</u>	<u>294/571</u>	<u>51%</u>	<u>50/221</u>	<u>23%</u>	<u>29%</u>
Belgique	266/499	53%	110/299	37%	17%
Irlande	205/449	46%	88/267	33%	13%
Portugal	160/306	52%	117/304	38%	14%
Grande-Bretagne	180/566	32%	61/339	18%	14%
Espagne	134/233	58%	110/258	42%	15%
Grèce	66/142	46%	45/102	44%	3%
Total		49%		32%	17%
Différence		10%		22%	

Source : Calculé à partir de la base de données fusionnée (ESS3 et ESS4)

Comme nous l'avons supposé, la variation du soutien à l'UE entre les travailleurs manuels selon les pays est plus forte (22%), que la variation entre les travailleurs manuels et les professions intellectuelles à l'intérieur d'un pays à faible dotation factorielle (5% seulement).

⁶ Professions intellectuelles et scientifiques

⁷ Conducteur d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage

Néanmoins, la deuxième prédiction est contredite par les chiffres car même parmi les individus à haut niveau d'éducation, le soutien à l'intégration est de 10% supérieur dans les nouveaux membres de l'Union⁸. Ceci peut s'expliquer par des bénéfices économiques de l'intégration perçus au niveau national (notamment les fonds structurels).

Enfin, l'hypothèse sur le système éducatif est en partie confirmée par les cas de la Suède et de la Finlande, avec un soutien très bas, même parmi les individus qualifiés.

Nos résultats concordent avec les résultats obtenus par Brinegar et Jolly (2005). Néanmoins, ils avaient mené l'analyse sur l'Union à quinze seulement. Ils ont distingué deux groupes. Les pays à haut niveau d'éducation : Danemark, Allemagne, France, Pays Bas, Finlande, Suède et Autriche. Les autres pays étant des pays à niveau d'éducation plus faible. Nous pouvons également distinguer les deux groupes (les pays à haut niveau d'éducation sont soulignés dans le tableau 12). Nous constatons que la différence est à nouveau plus forte parmi les pays à haut niveau d'éducation.

Cependant le soutien ouvrier demeure moins fort dans ces pays à comparer des nouveaux (exception faite de la Lettonie). Nous pouvons supposer que les bénéfices des pays les plus pauvres dans l'Union à quinze (Grèce, Espagne, Portugal et Irlande), ont été en partie reportés sur les nouveaux depuis leur adhésion en 2004. Le soutien à l'intégration (particulièrement celui des classes populaire) dans ces pays est donc en déclin. Cette hypothèse est confirmée par la baisse du soutien de la Grèce et l'Espagne au cours de la décennie 2000 (voir annexe 4).

Les résultats présentés dans cette partie illustrent non seulement qu'il existe de fortes différences entre les pays, mais surtout que les compétences ont un impact différent sur la variable dépendante selon le contexte institutionnel (ici, le système éducatif).

⁸ Sauf pour la Bulgarie, et surtout la Slovaquie, où le soutien ouvrier est supérieur à celui des individus exerçant des professions intellectuelles

5.3 Tests de robustesse

Variable dépendante dichotomique : Le premier test de robustesse effectué consiste à transformer notre variable dépendante (originellement faite de 10 modalités, réduites à 3) en variable binaire. Nous établissons que les personnes ayant répondu entre 0 et 5 sont indifférents, insatisfaits ou satisfaits par l'union européenne (recodé 0), tandis que les personnes ayant répondu plus de 6 souhaitent plus d'intégration (recodé 1). Les résultats sont donnés ci-dessous. Ils demeurent les mêmes que ceux exposés dans le tableau x.

Logit ordonné généralisé : Nous avons testé l'hypothèse d'égalité des pentes (Long and Freese, 2006) à l'aide de la commande « brant » sur stata. Il s'agit de déterminer si l'effet des variables explicatives sur notre variable expliquée est uniforme sur toutes les catégories (les catégories 1 à 3 de notre variable « intégration »). Dans le cas contraire, l'hypothèse est violée, ce qui peut biaiser les coefficients.

Dans la première régression, sur l'échantillon total, le brant test indique que l'hypothèse est violée sur les variables de contrôle (âge, âge au carré, la dummy du sexe féminin, et certains effets pays). Cela n'est pas un problème puisque nous n'interprétons pas leurs coefficients. Ensuite, l'hypothèse a également été violée pour les CITP 1, 5 et 9. Ainsi que la catégorie de revenu 2, et les statuts d'emploi 3 et 5. Nous avons donc mené des estimations logit ordonné généralisé (à l'aide de la commande gologit2) (Williams R., 2006)) afin de prendre en compte les effets différenciés de ces variables sur notre variable d'intérêt. Cette méthode d'estimation n'apporte aucune information supplémentaire. L'ampleur des coefficients est marginalement affectée mais ni la significativité, ni le signe ne sont modifiés. Le sens général de notre analyse demeure inchangé. Ainsi les estimations menées avec le logit ordonné (tableau x) sont robustes.

Estimation par pays : Enfin, nous avons appliqué notre modèle sur les pays individuellement. Nous présentons en annexe quatre des principaux pays de l'Union à quinze. Les régressions pas pays donnent les mêmes résultats que l'échantillon total, à quelques spécificités près.

Concernant la Suède, le statut d'indépendant et de syndiqué sortent très significativement, et en accord avec nos hypothèses. Ainsi la probabilité de soutenir l'intégration est 33% supérieure pour les travailleurs indépendants en comparaison des salariés, en Suède. La probabilité d'être favorable à plus d'intégration diminue de 22% lorsque l'on fait partie d'un syndicat, par rapport au groupe qui n'en fait pas partie. Seule la catégorie de revenu la plus haute se distingue du revenu médian. Nous retrouvons le même phénomène en France, avec les catégories de revenu bas non significativement différentes des revenus médian.

A l'inverse, en Grande-Bretagne, seule la dernière catégorie de revenu est significative et négativement corrélée au soutien. Nous pouvons l'expliquer par le fait que les questions de redistribution se posent différemment en Angleterre. La convergence vers le niveau de redistribution médian en Europe peut pousser les personnes les plus aisées à être moins favorables à l'Union. Ainsi, à tous les niveaux de revenu, 50% des anglais sont eurosceptiques (voir tableau ci-dessous). La Grande-Bretagne est l'un des seuls pays de l'Union à quinze dans lequel il n'y a pas un soutien fort envers l'intégration européenne de la part des hauts revenus.

Nous observons que la catégorie de revenu la plus faible est substantiellement plus défavorable à l'intégration européenne que les autres tranches de revenu, et que la moyenne des pays de l'UE à quinze (46% seulement se prononcent plutôt défavorables contre 59% ici).

Tableau 5 : Préférence pour l'intégration en fonction du revenu en Grande-Bretagne (%)

préférence pour l'intégration	niveau de revenu 1	niveau de revenu 2	niveau de revenu 3	niveau de revenu 4	Total
Plutôt défavorable	50	53	51	59	52
Neutre	25	24	25	25	25
Plutôt favorable	25	23	24	16	24
Total	100	100	100	100	100

Source : Calculé à partir de la base de données fusionnée (ESS3 et ESS4)

Selon notre cadre théorique, dans les économies de marché libérales, plus de redistribution fait craindre une hausse de l'imposition et des pertes d'emploi. Cet argument est cohérent avec l'absence de soutien des tranches les plus favorisées, mais incohérent avec la défiance des classes populaires, qui devraient espérer bénéficier de plus de redistribution. Concernant les pertes d'emploi, il est étonnant de voir que la Grande-Bretagne est l'un des seuls pays où la variable de chômage est significative, et son signe est positif. La probabilité de demander plus d'intégration augmente de 39% lorsque l'on est au chômage en Grande-Bretagne, par rapport à un actif occupé.

Le cas de la Grande-Bretagne révèle l'importance d'effectuer des estimations par pays, afin de prendre en compte l'économie politique du pays considéré.

Les régressions pour les pays ayant adhéré récemment sont très peu significatives. Nous pouvons l'expliquer soit par la qualité des données dans ces pays, soit par la dotation factorielle (comme nous l'avons vu, dans l'ensemble l'ampleur des différences entre CIP est réduite en comparaison des anciens membres) ou par un effet moyen qui conduirait à une estimation fallacieuse.

Les résultats sur l'échantillon des membres ayant adhéré après 2004 sont en partie remis en cause. De nouvelles recherches doivent être menées pour identifier les déterminants du soutien dans ces pays. Une étude approfondie de l'économie politique des PECO devrait permettre d'identifier les variables qui délimitent les groupes sociaux pro-intégration et eurosceptiques parmi les citoyens.

6 Conclusion

A l'aide de données d'enquêtes individuelles, nous avons mené une analyse comparative du soutien à l'intégration européenne. Plusieurs estimations ont été effectuées afin de tester l'hypothèse de compétitivité individuelle sur le marché européen.

Nos résultats sont cohérents avec la littérature. La première conclusion de l'étude confirme que la position sociale des individus a un impact sur leur préférence pour l'intégration européenne. Les individus ayant un haut revenu et un niveau d'éducation élevé sont plus en faveur de l'intégration que les autres. Nous cherchons à préciser la question de la position sur le marché du travail au delà de la catégorie socioprofessionnelle de l'individu. La position de chômeur ne conditionne pas les préférences pour l'intégration. Par contre les étudiants de l'Union européenne à quinze ont un profil très pro-européen.

Le second élément essentiel de l'étude consiste à distinguer les nouveaux adhérents des anciens, en prenant en compte notamment la dotation factorielle. Nous pourrions nous attendre à un fort soutien des travailleurs non qualifiés dans des pays au niveau d'éducation généralement plus faible que la moyenne de l'Union. Il s'avère que l'écart entre les différentes classes sociales dans les nouveaux pays membres est à peine significatif. Les travailleurs peu qualifiés demeurent sensiblement plus eurosceptique que les individus les plus diplômés. Ce qui laisse penser que les bénéfices à la libéralisation sont différents pour ces pays. Cependant lorsque l'on effectue les estimations au niveau des pays individuellement, le modèle est peu robuste. C'est pourquoi nous proposons de mener de nouvelles recherches sur les déterminants du soutien sur ce groupe, en prenant soin de distinguer les pays les uns par rapport aux autres car le groupe présenté ici était très hétérogène (comparer Chypre à la Pologne par exemple est délicat). Nous notons cependant

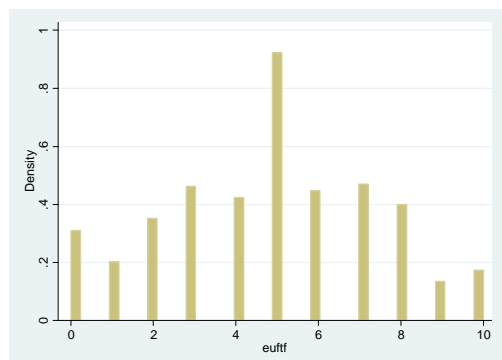
que pour certains pays (tels que la Bulgarie et la Roumanie) la variance entre les individus est relativement faible, il est probable que les individus répondent en fonction de clivages nationaux plutôt que selon des clivages de classe.

Enfin le dernier résultat de l'analyse se trouve sur l'échantillon de l'Union à quinze, sur lequel le modèle est le plus robuste. Depuis Maastricht, le thème de l'intégration européenne joue un rôle dans la définition des clivages politiques dans ces pays⁹. Les politiques économiques menées par l'Union européenne peuvent inquiéter les classes ouvrières (notamment la rigueur budgétaire ou les politiques d'inspiration libérales). Les pays socio-démocrates illustrent le mieux ces clivages, comme le montre le cas de la Suède, présenté dans notre étude. Les questions de redistribution, qui se traduisent par des oppositions entre classes sociales, sont aujourd'hui indissociables du projet européen. Ces questions sont essentielles pour l'avenir des politiques économiques communautaires. S'il existe des perdants à l'intégration (et certains individus semblent s'identifier comme tel), une compensation sera sans doute nécessaire.

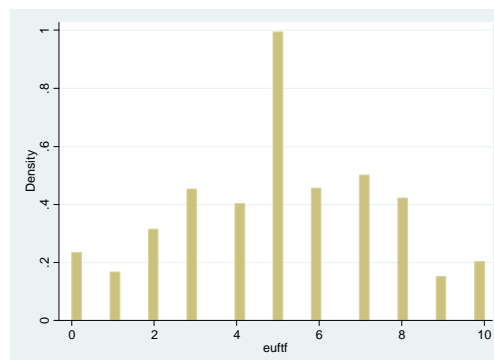
A la lumière de notre étude, un manager français est plus proche d'un manager allemand que d'un ouvrier français dans son attitude vis-à-vis de l'intégration européenne. La dimension transnationale et socio-économique est forte au sein de l'Union à quinze. Néanmoins, il faut souligner qu'une dimension nationale persiste, comme dans le cas de la Grande-Bretagne. Les variables considérées (la position sur le marché du travail, le revenu etc) peuvent avoir un impact différencié en fonction de l'économie politique du pays. Cet aspect est l'un des plus féconds pour des recherches futures sur ce thème.

⁹ Voir pour le cas de la France : Guillaud Palombini (2006)

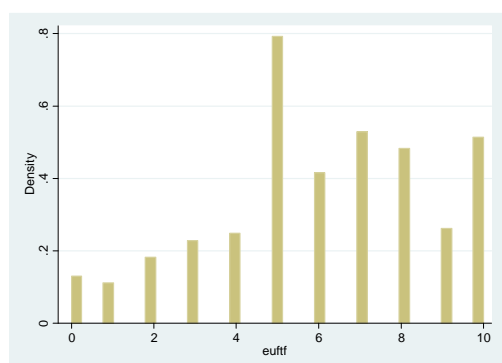
Annexe 1 : Evolution de la distribution de la variable d'intérêt



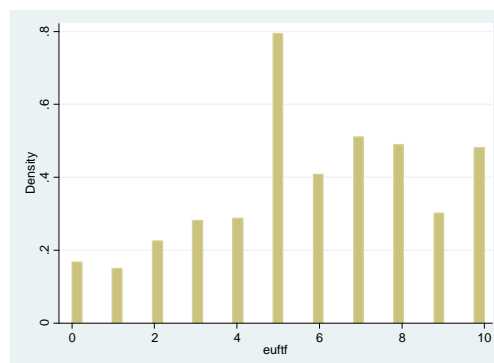
ESS3, pays membres avant 2004



ESS4, pays membres avant 2004



ESS3 nouveaux pays membres



ESS4 nouveaux pays membres

Annexe 2 : Description des variables

La variable dépendante : Préférence pour l'intégration européenne

Dans l'enquête, notre variable d'intérêt correspond à la question suivante :

“Now thinking about the European Union, some say European unification* should go further. Others say it has already gone too far. Using this card, what number on the scale best describes your position?”

Unification has already gone too far										Unification should go further	(Don't know)
00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	88

* “Unification” refers to further integration rather than further enlargement

La question ainsi posée, l'individu possède une marge d'interprétation. Néanmoins, on peut s'attendre à ce que les personnes pro-intégration répondent entre 6 et 10, tandis qu'une personne qui souhaite manifester un mécontentement répondra un chiffre inférieur à 5. La variable demeure un bon proxy de la préférence pour l'intégration.

Nous avons recodé la variable en trois catégories :

- 1 → < 5 les personnes sont plutôt défavorable à la poursuite de l'intégration
- 2 → 5 les personnes sont neutres
- 3 → > 5 les personnes veulent davantage d'intégration

Le revenu : J'utiliserai pour le revenu l'appréciation subjective des individus. Il est demandé aux enquêtés d'évaluer leur niveau de vie (donc entendu au sein du ménage). Les choix proposés sont:

Living comfortably on present income	1
Coping on present income	2
Finding it difficult on present income	3
Finding it very difficult on present income	4

La catégorie 2 est la plus répandue dans notre échantillon, elle est considérée comme la référence pour nos estimations.

Le taux de réponse de la variable de revenu objectif est de 79% seulement et pour plusieurs pays (Bulgarie, Chypre et Slovaquie) aucune observation n'est renseignée. Nous lui préférons la variable subjective qui est renseignée pour tous les pays, avec un taux de réponse de 98%.

Le statut d'emploi:

- 1 Actif occupé
- 2 En étude
- 3 Chômeurs
- 4 Inactifs
- 5 Retraités
- 6 Au foyer
- 7 Autre

La catégorie socioprofessionnelle : Nous utilisons la classification internationale type de professions (CITP)

- CITP1 : Hauts fonctionnaires, dirigeants et cadres de direction des entreprises
- CITP2 : Professions intellectuelles et scientifiques
- CITP3 : Professions intermédiaires
- CITP4 : Employés de type administratif
- CITP5 : Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché
- CITP6 : Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche
- CITP7 : Artisans et ouvriers de type artisanal
- CITP8 : Conducteur d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage
- CITP9 : Ouvriers et employés non qualifiés

Relation d'emploi :

- 1 salarié
- 2 indépendant
- 3 employé dans entreprise familial

Appartenance à un syndicat:

- 1 Oui
- 2 Non

La catégorie 1 comprend toutes les personnes ayant été membre d'un syndicat, qu'elle le soit encore actuellement ou non.

Variables	Fréquence	%	Nombre total d'observations
Préférence pour l'intégration			
0	3624	6	64348
1	2598	4	64348
2	4539	7	64348
3	6026	9	64348
4	5658	9	64348
5	13717	21	64348
6	6572	10	64348
7	753	12	64348
8	6658	10	64348
9	2921	5	64348
10	4505	7	64348
1	22445	35	64348
2	13717	21	64348
3	28186	44	64348
0	36162	56	64348
1	28186	44	64348
CITP			
Hauts fonctionnaires, dirigeants et cadres de direction des entreprises	5994	9	68867
Professions intellectuelles et scientifiques	9279	13	68867
Professions intermédiaires	9857	14	68867
Employés de type administratif	7293	11	68867
Personnel des services et vendeurs	10502	15	68867
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche	2413	4	68867
Artisans et ouvriers de type artisanal	9226	13	68867
Conducteur d'installation et de machine	5995	9	68867
Ouvriers et employés non qualifiés	8308	12	68867
Revenu			
1	18716	27	69687
2	32526	47	69687
3	13317	19	69687
4	5128	7	69687
Statut d'emploi			
en emploi	38587	55	68310

en étude	2677	4	68310
chômeur	3536	5	68310
inactif	179	3	68310
retraité	17378	25	68310
au foyer	5282	8	68310
autre	671	1	68310

Relation d'emploi

Salarié	60723	87	69557
Indépendant	7648	11	69557
Travaille pour l'entreprise familiale	1186	2	69557

Appartenance à un syndicat

Oui	30887	47	66252
Non	35365	53	66252

Caractéristiques démographiques

masculin	33144	47	70156
féminin	37012	53	70156

	Moyenne	Ecart-type	Nombre total d'observations
Age	49,01	17.45037	69913

Pays	Fréquence	%	Nombre total d'observations
Autriche	2238	3	63883
Belgique	3115	4	63883
Bulgarie	333	5	63883
Chypre	1831	3	63883
République Tchèque	1845	3	63883
Allemagne	5232	7	63883
Danemark	3024	4	63883
Estonie	2956	4	63883
Espagne	376	5	63883
Finlande	3918	6	63883
France	3715	5	63883
Grande-Bretagne	4545	6	63883
Grèce	1678	2	63883
Hongrie	2793	4	63883
Irlande	3292	5	63883
Lettonie	1835	3	63883
Pays-Bas	3478	5	63883
Pologne	2905	4	63883
Portugal	3811	5	63883
Roumanie	1755	3	63883
Suède	3563	5	63883
Slovénie	2401	3	63883
Slovaquie	3244	5	63883

Annexe 3 : Liste des pays

Union Européenne jusqu'en 2004 :

Allemagne,
Autriche,
Belgique,
Danemark,
Espagne,
Finlande,
France,
Grande-Bretagne,
Grèce,
Irlande,
Pays-Bas,
Portugal,
Suède.

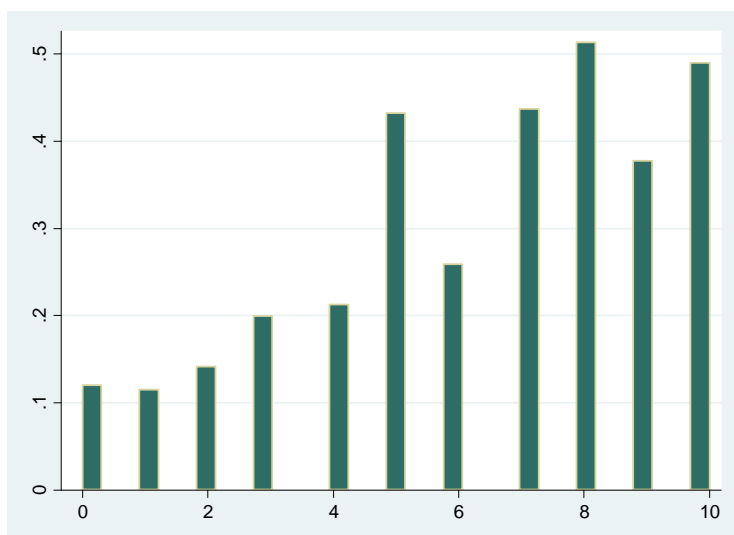
Les nouveaux adhérents :

Bulgarie,
Chypre,
République tchèque,
Hongrie,
Estonie,
Lettonie,
Pologne,
Roumanie,
Slovénie,
Slovaquie.

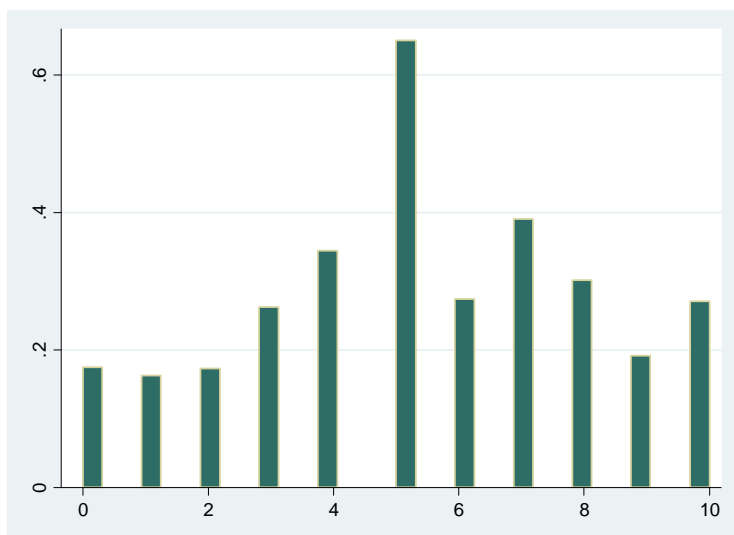
La somme des deux groupes constitue l'**échantillon total**.

Annexe 4 : Soutien à l'intégration Grèce et Espagne

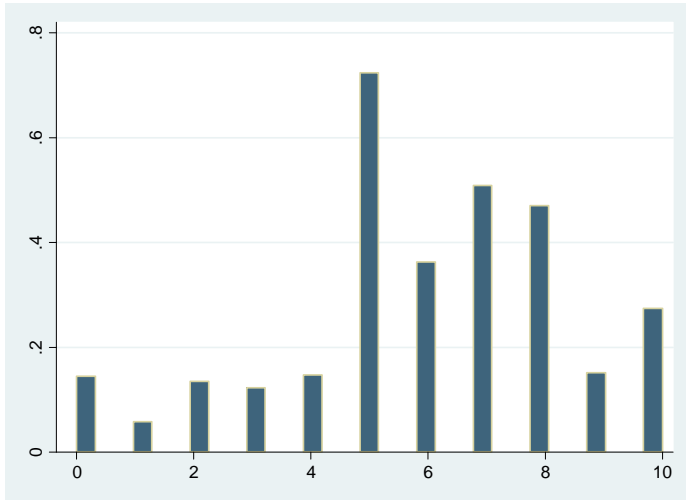
(Décennie 2000)



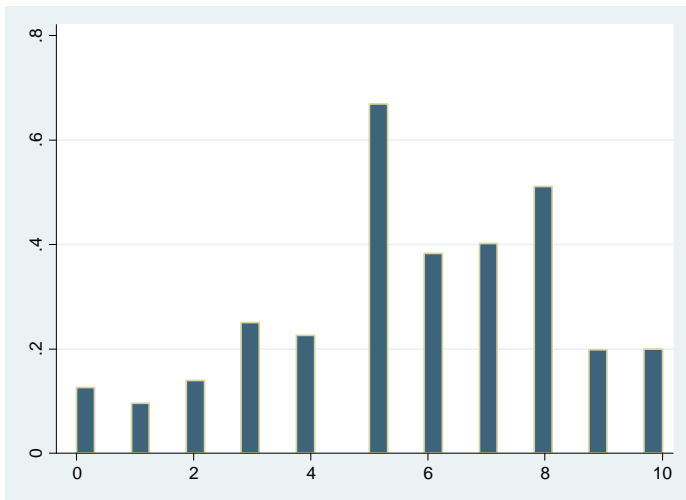
Soutien à l'intégration Grèce 2004 (ESS2)



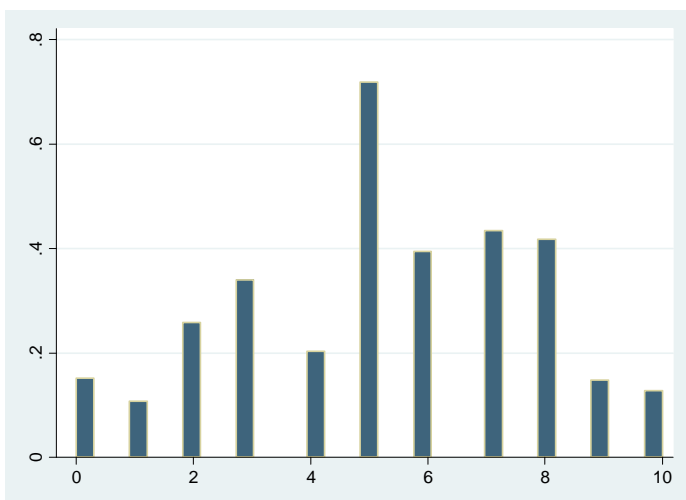
Soutien à l'intégration Grèce 2008 (ESS4)



Soutien à l'intégration Espagne 2004 (ESS2)



Soutien à l'intégration Espagne 2006 (ESS3)



Soutien à l'intégration Espagne 2008 (ESS4)

Annexe 5 : Résultats

<i>Logit ordonné</i>	[1]	[2]	[3]
Caractéristiques démographiques			
Femme	-0.1454854*** (0.0173663)	-0.1680904*** (0.0210697)	-0.102047*** (0.0312031)
<i>Référence: 30-54 ans</i>			
15-29 ans	0.1723477*** (0.0282987)	0.2124042*** (0.0346991)	0.1101977** (0.0502493)
Plus de 55 ans	-0.2425825*** (0.0450604)	-0.3262626*** (0.549712)	-0.0994611 (0.0809565)
CITP			
<i>Référence: Professions intellectuelles et scientifiques</i>			
Hauts fonctionnaires, dirigeants et cadres de direction des entreprises	-0.1519566*** (0.0342796)	-0.1992135*** (0.040185)	-0.0526406 (0.0657351)
Professions intermédiaires	-0.2481714*** (0.02191506)	-0.296023*** (0.0342468)	-0.1250597** (0.0552852)
Employés de type administratif	-0.3125519*** (0.0321025)	-0.4020657*** (0.0376093)	-0.0704722 (0.0623114)
Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché	-0.3836328*** (0.0297456)	-0.4576169*** (0.0345968)	-0.1972549*** (0.0550442)
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche	-0.4484175*** (0.0505622)	-0.54768*** (0.0606693)	-0.227543*** (0.0929107)
Artisans et ouvriers de type artisanal	-0.5168336*** (0.0313976)	-0.6631952*** (0.0390982)	-0.2226544*** (0.0540519)
Conducteur d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage	-0.5298703*** (0.0349885)	-0.7191771*** (0.043487)	-0.1497637*** (0.0606054)
Ouvriers et employés non qualifiés	-0.4869044*** (0.0326099)	-0.5899671*** (0.0400439)	-0.2529348*** (0.0570742)
Revenu			
<i>Référence: Catégorie 2</i>			
catégorie de revenu 1	0.2076458*** (0.0198783)	0.2232412*** (0.0221387)	0.1344442*** (0.0473474)
catégorie de revenu 3	-0.1214247*** (0.0225348)	-0.1070428*** (0.0301755)	-0.1810757*** (0.0344629)
catégorie de revenu 4	-0.2252411*** (0.0364798)	-0.1462605*** (0.0527165)	-0.3561994*** (0.0516518)
<i>Suite page suivante...</i>			

Statut d'emploi

Référence: actif occupé

En étude	0.3339126*** (0.0451174)	0.3883107*** (0.0519932)	0.0620939 (0.0920539)
Chômeur	0.0263451 (0.0382863)	0.0485212 (0.047456)	-0.0088817 (0.0653071)
Inactif	-0.0402152 (0.0520781)	-0.0009716 (0.0618249)	-0.1097229 (0.0976794)
Retraité	-0.0533039* (0.0300578)	-0.0636905* (0.0370033)	-0.0631086 (0.0524753)
Au foyer	0.0883171*** (0.0318838)	0.0715826* (0.0383828)	0.1290062** (0.0581866)
Autre	0.0319889 (0.0849301)	0.0561231 (0.1007661)	-0.0167193 (0.1575133)

Relation d'emploi

Référence: Salarié

Indépendant	-0.0133846 (0.0267665)	-0.007886 (0.0311721)	-0.0362638 (0.0543434)
Employé dans l'entreprise familiale	-0.1488364** (0.0613136)	-0.0753427 (0.0758571)	-0.2352654** (0.1045081)
Appartenance à un syndicat		-0.035131 (0.0221933)	

Pays

Référence: Autriche

Belgique	0.6020318*** (0.055636)	0.6121212*** (0.0562814)	
Bulgarie	2.173357*** (0.0651231)	0.4798191*** (0.520922)	
Chypre	1.685854*** (0.069271)		-0.4846951*** (0.0737229)
République Tchèque	0.5989227*** (0,064293)		-1.594555*** (0.0677029)
Allemagne	0.4677743*** (0,051504)		
Danemark	0.8904502*** (0,0574359)	0.9109494*** (0,0587919)	
Estonie	0.8561712*** (0,0581217)		-1.321453*** (0.0616905)
Espagne	0.979021*** (0,0548441)	0.9881774*** (0,0557399)	
Finlande	0.1027824** (0,0548441)	0.1207022* (0,0545131)	
France	0.4327315*** (0,0537331)	0.4337922*** (0,0545422)	
Grande-Bretagne	-0.1013687** (0,052607)	-0.0931709* (0,0531721)	
Grèce	0.8378377*** (0,0662473)	0.8318475*** (0,0672154)	
Hongrie	0.7320238*** (0,0599019)		-1.465486*** (0.0629656)
Irlande	0.4496584*** (0,0556201)	0.4577159*** (0,0562283)	

Suite page suivante...

Référence : Bulgarie

Lettonie	0.4432621*** (0,0650515)		-1.723525*** (0.0664873)
Pays-Bas	0.8049334*** (0,0551738)	0.7967774*** (0,0558242)	
Pologne	1.810494*** (0,0608286)		-0.3764009*** (0.0646566)
Portugal	0.8356917*** (0,565742)	0.8552852*** (0,0576518)	
Roumanie	2.409596*** (0,0836764)		0.2436586*** (0.0849082)
Suède	0.3853233*** (0,0542341)	0.3980147*** (0,0553826)	
Slovénie	0.8762673*** (0,0605616)		-1.275985*** (0.0679247)
Slovaquie	1.247757*** (0,0579254)		-0.9451658*** (0.0610048)

Note: *p < 0.10, **p < 0.05, ***p < 0.01

Annexe 6 : Tests de robustesse

Variable dépendante dichotomique

Logit ordonné

Caractéristiques démographiques

Femme	-0.267693*** (0.0187147)
<i>Référence: 30-54 ans</i>	
15-29 ans	0.0810166*** (0.0277174)
Plus de 55 ans	-0.0735232*** (0.0253396)

CITP

Référence: Professions intellectuelles et scientifiques

Hauts fonctionnaires, dirigeants et cadres de direction des entreprises	-0.2158401*** (0.0355503)
Professions intermédiaires	-0.3544385*** (0.029889)
Employés de type administratif	-0.4149287*** (0.0334941)
Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché	-0.5142652*** (0.031103)
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche	-0.568552*** (0.0550703)
Artisans et ouvriers de type artisanal	-0.6372122*** (0.0323372)
Conducteur d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage	-0.6191041*** (0.0367984)
Ouvriers et employés non qualifiés	-0.6294921*** (0.0347404)

Revenu

Référence: Catégorie de revenu 2

catégorie de revenu 1	0.1798447*** (0.0213072)
catégorie de revenu 3	-0.1125396*** (0.0248172)
catégorie de revenu 4	-0.21526*** (0.0405027)

Statut d'emploi

Référence: actif occupé

En étude	0.3470783*** (0.0491584)
----------	-----------------------------

Suite page suivante...

Chômeur	0.0412294 (0.0421811)
Inactif	0.0088287 (0.057857)
Retraité	-0.0713963** (0.0292806)
Au foyer	0.0360696 (0.0353609)
Autre	0.002691 (0.0928388)

Relation d'emploi

Référence: Salarié

Indépendant	-0.033853 (0.028999)
Employé dans l'entreprise familiale	-0.1999403*** (0.0688363)

Pays

Référence: Autriche

Belgique	0.2019723*** (0.0443598)
Bulgarie	1.72543*** (0.0545086)
Chypre	1.327025*** (0.0592333)
République Tchèque	0.2011458*** (0.0563981)
Allemagne	0.0842691** (0.0377542)
Danemark	0.4857467*** (0.0472012)
Estonie	0.4406766*** (0.0467052)
Espagne	0.5549427*** (0.0432453)
Finlande	-0.4165383*** (0.0429753)
France	-0.0152433 (0.04221)
Grande-Bretagne	-0.6759775*** (0.0442665)
Grèce	0.4439193*** (0.058323)
Hongrie	0.2652988*** (0.0508678)
Irlande	-0.0870629* (0.0461158)
Lettonie	0.0261886 (0.0593439)
Pays-Bas	0.430979*** (0.0429273)
Pologne	1.353789*** (0.0495091)
Portugal	0.4155952*** (0.0456349)

Suite page suivante...

Roumanie	1.958892*** (0.0754351)
Suède	-0.1910531*** (0.0448044)
Slovénie	0.3181106*** (0.0523731)
Slovaquie	0.7226267*** (0.0466625)

Soutien à l'intégration : France

Logit ordonné

Caractéristiques démographiques

Femme	-0.2487453*** (0.071285)
Catégorie 30-54 ans	0.1914298* (0.116323)
Catégorie plus de 55 ans	-.078553 (.1287285)

CITP

Référence: Professions intellectuelles et scientifiques

Hauts fonctionnaires, dirigeants et cadres de direction des entreprises	-0.4223117*** (0.1500232)
Professions intermédiaires	-0.446445*** (0.1065696)
Employés de type administratif	-0.3996599*** (0.1275059)
Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché	-0.6495961*** (0.1271872)
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche	-0.4669812 (0.2549623)
Artisans et ouvriers de type artisanal	-0.8367402*** (0.1368044)
Conducteur d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage	-1.103722*** (0.1602922)
Ouvriers et employés non qualifiés	-0.617901*** (0.1314636)

Revenu

Référence: Catégorie de revenu 2

catégorie de revenu 1	0.395481*** (0.0745451)
catégorie de revenu 3	-0.0100674 (0.0993931)
catégorie de revenu 4	-0.0143511 (0.2555786)

Suite page suivante...

Statut d'emploi

Référence: actif occupé

	0.5046351***
En étude	(0.1997459) 0.2037397
Chômeur	(0.1538282) -0.0421319
Inactif	(0.2161481) -0.2302317*
Retraité	(0.1325295) 0.1376954
Au foyer	(0.1512115) -0.3040028
Autre	(0.2912933)

Relation d'emploi

Référence: Salarié

	0.0282592
Indépendant	(0.1329425) 0.1087334
Employé dans l'entreprise familiale	(0.348445) 0.0001592 (0.0797701) 0.0282592
Appartenance à un syndicat	(0.1329425)

Soutien à l'intégration : Allemagne

Logit ordonné

Caractéristiques démographiques

Femme	-0.0060217 (0.0647585)
<i>Référence 30-54 ans</i>	0.1530637
Catégorie 12-29 ans	(0.1117132)
Catégorie plus de 55 ans	-0.1835192 * (.1076306)

CITP

Référence: Professions intellectuelles et scientifiques

Hauts fonctionnaires, dirigeants et cadres de direction des entreprises	-0.2232568* (0.1389657)
Professions intermédiaires	-0.5923857*** (0.0966683)
Employés de type administratif	-0.5849405*** (0.1087451)
Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché	-0.7459108*** (0.1113361)
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche	-0.972157*** (0.175807)
Artisans et ouvriers de type artisanal	-.8899689*** (0.106506)
Conducteur d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage	-0.8553085*** (0.1297093)
Ouvriers et employés non qualifiés	-0.8169433*** (0.1314583)

Revenu

Référence: Catégorie de revenu 2

catégorie de revenu 1	0.2948735*** (0.0672918)
catégorie de revenu 3	-0.1747869** (0.08956)
catégorie de revenu 4	-0.3270965** (0.1542746)

Suite page suivante...

Statut d'emploi

Référence: actif occupé

	0.5429519***
En étude	(0.1709264) 0.0686267
Chômeur	(0.1256978) 0.1846288
Inactif	(0.209778) -0.051849
Retraité	(0.1050836) 0.1079803
Au foyer	(0.1019764) 0.4482509
Autre	(0.3098747)

Relation d'emploi

Référence: Salarié

	-0.0987323
Indépendant	(0.0914504) 0.2445658
Employé dans l'entreprise familiale	(0.2776376) -0.0184911 (0.0600534) -0.0987323
Appartenance à un syndicat	(0.0914504)

Soutien à l'intégration : Grande-Bretagne

Logit ordonné

Caractéristiques démographiques

	-0.0930903
Femme	(0.0697373)
Référence : 30-54 ans	0.3774992***
Catégorie 12-29 ans	(0.1070943)
	-.3206268***
Catégorie plus de 55 ans	(0.1204084)

CITP

Référence: Professions intellectuelles et scientifiques

Hauts fonctionnaires, dirigeants et cadres de direction des entreprises	-0.3180622***
	(0.1172988)
Professions intermédiaires	-0.2899809***
	(0.1190413)
Employés de type administratif	-0.4929244***
	(0.1168791)
Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché	-0.3097638***
	(0.1150847)
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche	-0.6979608**
	(0.3457439)
Artisans et ouvriers de type artisanal	-0.6678742***
	(0.1394996)
Conducteur d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage	-0.6629859***
	(0.1408214)
Ouvriers et employés non qualifiés	-0.4985785***
	(0.1195369)

Revenu

Référence: Catégorie de revenu 2

	0.0898196
catégorie de revenu 1	(0.0673378)
	0.0001132
catégorie de revenu 3	(0.0971188)
	-0.3656733**
catégorie de revenu 4	(0.1857104)

Suite page suivante...

Statut d'emploi

Référence: actif occupé

	0.5260485***
En étude	(0.1748036)
	0.3436124**
Chômeur	(0.1635361)
	-0.1865589
Inactif	(0.1590278)
	-0.0667142
Retraité	(0.1205589)
	0.30297***
Au foyer	(0.1153861)
	0.0818895
Autre	(0.4050684)

Relation d'emploi

Référence: Salarié

	0.1622207
Indépendant	(0.1024589)
	0.2540495
Employé dans l'entreprise familiale	(0.2225127)
	0.0709527
Appartenance à un syndicat	(0.0654695)

Soutien à l'intégration : Suède

Logit ordonné

Caractéristiques démographiques

Femme	-0.3064521*** (0.0735035)
Référence : 30-54ans	0.2529527**
Catégorie 12-29 ans	(0.128834)
	-0.1996949
Catégorie plus de 55 ans	(0.1343859)

CITP

Référence: Professions intellectuelles et scientifiques

Hauts fonctionnaires, dirigeants et cadres de direction des entreprises	-0.045877 (0.1500177)
Professions intermédiaires	-0.2888883*** (0.1054673)
Employés de type administratif	-0.5315855*** (0.1337049)
Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché	-0.6635661*** (0.1122627)
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche	-0.8026595*** (0.2469105)
Artisans et ouvriers de type artisanal	-0.9872665*** (0.1406485)
Conducteur d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage	-0.8137229*** (0.1337499)
Ouvriers et employés non qualifiés	-0.7596375*** (0.1623219)

Revenu

Référence: Catégorie de revenu 2

catégorie de revenu 1	0.2780433*** (0.0729263)
catégorie de revenu 3	-0.1712794 (0.149705)
catégorie de revenu 4	-0.146307 (0.2851771)

Suite page suivante...

Statut d'emploi

Référence: actif occupé

	0.4028882***
En étude	(0.1518227)
	0.2100217
Chômeur	(0.2075211)
	0.256023
Inactif	(0.199039)
	0.2109933
Retraité	(0.1460405)
	0.1214551
Au foyer	(0.2685454)
	-0.1321132
Autre	(0.3261593)

Relation d'emploi

Référence: Salarié

	0.2894003***
Indépendant	(0.118673)
	-0.2362438
Employé dans l'entreprise familiale	(0.380297)
	-0.240751***
	(0.0939675)
	0.2894003***
Appartenance à un syndicat	(0.118673)

Logit généralisé : Echantillon total

<i>Logit ordonné généralisé</i>	1	2
Caractéristiques démographiques		
Femme	-0.0437651** (0.0196199)	-0.2307351*** (0.0189478)
<i>Référence: 30-54 ans</i>		
15-29 ans	0.2419441*** (0.032698)	0.1278727*** (0.030911)
Plus de 55 ans	-0.0727093*** (0.034247)	-0.0662502** (0.0338145)
CITP		
Hauts fonctionnaires, dirigeants et cadres de direction des entreprises	-0.1975208*** (0.0391163)	-0.1223815*** (0.0364486)
Professions intermédiaires	-0.2444119*** (0.0335166)	-0.2494464*** (0.0313098)
Employés de type administratif	-0.3141023*** (0.0366648)	-0.3097048*** (0.0348277)
Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché	-0.3580615*** (0.0341272)	-0.4102795*** (0.0324203)
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche	-0.4085492*** (0.0566198)	-0.4821547*** (0.0556341)
Artisans et ouvriers de type artisanal	-0.5024238*** (0.0355729)	-0.5230078*** (0.0339037)
Conducteur d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage	-0.5376855*** (0.039253)	-0.5123616*** (0.0379969)
Ouvriers et employés non qualifiés	-0.443217*** (0.0371054)	-0.5312719*** (0.0358579)
Revenu		
<i>Référence: Catégorie de revenu 2</i>		
catégorie de revenu 1	0.1891137*** (0.0224539)	0.2257698*** (0.0217038)
catégorie de revenu 3	-0.1435474*** (0.0252226)	-0.1019918*** (0.0247001)
catégorie de revenu 4	-0.2367458*** (0.0405964)	-0.214115*** (0.0401697)

Suite page suivante...

Statut d'emploi

Référence: *actif occupé*

En étude	0.3603287*** (0.054394)	0.3388233*** (0.0490564)
Chômeur	-0.0100805 (0.0426519)	0.0625913 (0.0419477)
Inactif	-0.0776569 (0.0564984)	0.0045376 (0.0573368)
Retraité	-0.0375277 (0.0334532)	-0.0661467** (0.0329648)
Au foyer	0.1219787*** (0.0366089)	0.0623045* (0.0353313)
Autre	0.0434375 (0.0967518)	0.0210044 (0.0923621)

Relation d'emploi

Référence: *Salarié*

Indépendant	-0.0225406 (0.0299557)	-0.0030799 (0.0289253)
Employé dans l'entreprise familiale	-0.104667 (0.0689389)	-0.1865592*** (0.0681982)

Pays

Référence: *Autriche*

Belgique	0.5616742*** (0.0599314)	0.644582*** (0.0632565)
Bulgarie	2.14834*** (0.0774613)	2.168361*** (0.0709467)
Chypre	1.413529*** (0.0768759)	1.763336*** (0.0744983)
République Tchèque	0.5592868*** (0.0691668)	0.6476961*** (0.0725699)
Allemagne	0.416188*** (0.0549391)	0.5303821*** (0.0591976)
Danemark	0.8430312*** (0.0631266)	0.9124489*** (0.0644463)
Estonie	0.8153398*** (0.0632751)	0.8876815*** (0.0655722)
Espagne	0.9769584*** (0.0602258)	0.9813286*** (0.0620848)
Finlande	0.1479708*** (0.0569782)	0.0344237 (0.0628876)
France	0.4448343*** (0.057753)	0.4237908*** (0.0619917)
Grande-Bretagne	-0.028319 (0.0558933)	-0.2228984*** (0.0629892)

Suite page suivante...

Grèce	0.7838567*** (0.0719504)	0.8893948*** (0.0737802)
Hongrie	0.7602469*** (0.0652648)	0.7123528*** (0.0684032)
Irlande	0.5464441*** (0.0606137)	0.3520016*** (0.0645663)
Lettonie	0.4279813*** (0.0696298)	0.4753362*** (0.0747678)
Pays-Bas	0.7050914*** (0.059696)	0.8656753*** (0.0621719)
Pologne	1.885754*** (0.0727089)	1.795218*** (0.0670447)
Portugal	0.8226354*** (0.0613905)	0.8495005*** (0.0642985)
Roumanie	2.396508*** (0.1074491)	2.404218*** (0.0882814)
Suède	0.5277845*** (0.0592789)	0.2403497*** (0.063242)
Slovénie	1.082531*** (0.0699989)	0.7498991*** (0.0688255)
Slovaquie	1.406852*** (0.0667685)	1.175202*** (0.065293)
Constante	0.2554106*** (0.0583464)	-0.5857504*** (0.0611482)

Logit généralisé : Union Européenne à quinze [1] et nouveaux adhérents [2]

<i>Logit ordonné généralisé</i>	[1]		[2]	
Caractéristiques démographiques	1	2	1	2
Femme <i>Référence: 30-54 ans</i>	-0.0581739*** (0.0233024)	-0.2716735*** (0.0232958)	-0.0210535 (0.0369968)	-0.1480384*** (0.0330023)
15-29 ans	0.2887496*** (0.0389517)	0.1716701*** (0.0381911)	0.1828715*** (0.0605913)	0.0757178 (0.0530369)
Plus de 55 ans	-0.1293715*** (0.0404435)	-0.1024649*** (0.0414767)	0.0443131 (0.0656657)	-0.0101013 (0.0591951)
CITP				
Hauts fonctionnaires, dirigeants et cadres de direction des entreprises	-0.2557425*** (0.0449676)	-0.1494033*** (0.042815)	-0.0277471 (0.0794526)	-0.0628837 (0.068737)
Professions intermédiaires	-0.2816715*** (0.038941)	-0.3053675*** (0.0371315)	-0.1516565** (0.0654042)	-0.108814* (0.0579226)
Employés de type administratif	-0.4071774*** (0.0422421)	-0.3926839*** (0.0411661)	-0.0306673 (0.0749889)	-0.0832007 (0.0657095)
Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché	-0.4294833*** (0.040057)	-0.4865417*** (0.0391422)	-0.1631148*** (0.0654403)	-0.2099735*** (0.058179)
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche	-0.518345*** (0.0662952)	-0.5658262*** (0.0675626)	-0.1177386 (0.1110686)	-0.2837508*** (0.0989971)
Artisans et ouvriers de type artisanal	-0.6449717*** (0.0432089)	-0.6636123*** (0.0428607)	-0.1930334*** (0.06405)	-0.235626*** (0.0569188)
Conducteur d'installation et de machines et ouvriers de l'assemblage	-0.7009167*** (0.0476277)	-0.7268808*** (0.0485792)	-0.1852373*** (0.0712624)	-0.1185389 (0.0636081)
Ouvriers et employés non qualifiés	-0.5441846*** (0.0445229)	-0.6315034*** (0.0447353)	-0.1859588*** (0.0677378)	-0.2927959*** (0.0607817)

Suite page suivante...

Revenu

Référence: Catégorie de revenu 2

catégorie de revenu 1	0.201656*** (0.0246837)	0.2449384*** (0.0244449)	0.1131192 (0.0568941)	0.152123*** (0.0495296)
catégorie de revenu 3	-0.1553978*** (0.0326196)	-0.0526631 (0.0337811)	-0.1531827*** (0.0405347)	-0.1977554*** (0.0366405)
catégorie de revenu 4	-0.18404*** (0.0565931)	-0.1074152* (0.0592363)	-0.3300978*** (0.0596878)	-.3717454*** (0.0555333)

Statut d'emploi

Référence: actif occupé

En étude	0.4399907*** (0.0619073)	0.401678*** (0.0567786)	0.0190146 (0.1133411)	0.0774035 (0.0976099)
Chômeur	0.0186446 (0.0517568)	0.0942995* (0.0526467)	-0.0517193 (0.0759576)	0.0182528 (0.0696509)
Inactif	-0.0286853 (0.0660602)	0.0266882 (0.0688251)	-0.191273* (0.1096197)	-0.0426133 (0.1041125)
Retraité	-0.0348604 (0.0401965)	-0.0954427** (0.0412818)	-0.0915227 (0.0616765)	-0.0505034 (0.0557396)
Au foyer	0.1308243*** (0.0430549)	0.0195343 (0.0436365)	0.0947381 (0.0702519)	.1501988*** (0.0614309)
Autre	.00765512 (0.1129358)	0.0420004 (0.1111345)	-0.0319167 (0.1877967)	-0.0182639 (0.1660226)

Relation d'emploi

Référence: Salarié

Indépendant	0.0021505 (0.0341109)	0.0003195 (0.0337705)	-0.0765916 (0.0636436)	-0.0135139 (0.0568295)
Employé dans l'entreprise familiale	-0.0348485 (0.0832369)	-0.1113033 (0.0865405)	-0.1633917 (0.1236232)	-0.2545692** (0.1109257)

Pays

Référence: Autriche

Belgique	0.5713365*** (0.0602081)	0.645811*** (0.0635163)		
Bulgarie				
Chypre			-0.7051*** (0.0896759)	-0.4198865*** (0.0747975)
République Tchèque			-1.582254*** (0.0807597)	-1.549558*** (0.0712566)
Allemagne	0.4313275*** (0.0551818)	0.5412769*** (0.0594111)		

Suite page suivante...

Danemark	0.8506606*** (0.0634122)	0.9154087*** (0.0647598)		
Estonie			-1.315802*** (0.0756855)	-1.294556*** (0.0639024)
Espagne	1.001427*** (0.0605039)	0.9990545*** (0.0623575)		
Finlande	0.1535352*** (0.0572935)	0.038269 (0.063184)		
France	0.4543132*** (0.0580112)	0.430559*** (0.0622291)		
Grande-Bretagne	-0.0192773 (0.0561336)	-0.2182763*** (0.0631964)		
Grèce	0.795122*** (0.0725317)	0.8805146*** (0.0744292)		
Hongrie			-1.390366*** (0.0768834)	-1.490203*** (0.0663448)
Irlande	0.5524172*** (0.0608623)	0.3561743*** (0.0647972)		
Lettonie			-1.697569*** (0.0790384)	-1.694066*** (0.0712761)
Pays-Bas	0.7031246*** (0.0599381)	0.8623212*** (0.062426)		
Pologne			-.2576228*** (0.0844265)	-0.4012965*** (0.0660509)
Portugal	0.8561119*** (0.0618489)	0.8722631*** (0.0647689)		
Roumanie			0.5282079*** (0.0595773)	0.2385024*** (0.0635354)
Suède	0.2737279*** (0.114439)	0.2348914*** (0.0857759)		
Slovénie			-1.001559*** (0.0858424)	-1.41782*** (0.0715759)
Slovaquie			-0.7380748*** (0.07824)	-1.026384*** (0.0632224)
Constante	0.3194702*** (0.0619978)	-0.521988*** (0.0648948)	2.15072*** (0.0945121)	1.389101*** (0.0801554)

Références

[1] Amable B. (2007). La fin du modèle européen ? *Revue d'Economie Politique*, vol. 117 No. 4, pp.551-575.

[2] Anderson, C. J. & Reichert, M. S. (1996). Economic Benefits and Support for Membership in the E.U.: A Cross-National Analysis. *Journal of Public Policy* vol.15 no.3 (September-December 1996): 231-249.

[3] Brinegar, A., Jolly S. & Kitschelt H. (2004). Varieties of Capitalism and Political Divides over European Integration. In Gary Marks and Marco Steenbergen (eds) *European Integration and Political Conflict*, pp. 62–89. Cambridge University Press.

[4] Brinegar, A., Jolly S. (2005). Location, Location, Location: National Contextual Factors and Public Support for European Integration. *European Union Politics* 6(2): 155–80.

[5] Castanheira M., V. Galasso, S. Carcillo, G. Nicoletti, E. Perotti et L.Tsyganok (2006). How to Gain Political Support for Reforms, in T.Boeri, M. Castanheira, R. Faini and V. Galasso (eds.) *Structural Reforms Without Prejudice*, Oxford: Oxford University Press

[6] Diez Medrano, J. (2003). Framing Europe: Attitudes to European Integration in Germany, Spain, and the United Kingdom. Princeton, NJ: Princeton University Press.

[7] Eichenberg, R. C. & Dalton. R. J. (1993). Europeans and the European Community: The Dynamics of Public Support for European Integration. *International Organization* vol.47 no.4 (Autumn 1993): 507-534.

- [8] Eichenberg, R. C. & Dalton, R. J. (2007). Post-Maastricht Blues: The Transformation of Citizen Support for European Integration, 1973–2004. *Acta Politica*, 8 (2007), 128–52
- [9] Ehin, P. (2001). Determinants of Public Support for EU Membership: Data from the Baltic Countries. *European Journal of Political Research* 40(1): 31–56.
- [10] Gabel, M. J. (1998a). *Interests and Integration: Market Liberalization, Public Opinion, and European Union*, Ann Arbor: University of Michigan Press.
- [11] Gabel, M. J. (1998b). Economic Integration and Mass Politics: Market Liberalization and Public Attitudes in the European Union. *American Journal of Political Science* vol.42 no.3 (July 1998): 936-953.
- [12] Gabel, M. J. (1998c). Public Support for European Integration: An Empirical Test of Five Theories. *Journal of Politics* vol.60 no.2 (May 1998): 333-354.
- [13] Gabel, M., & Palmer, H.D. (1995). Understanding Variation in Public Support for European Integration. *European Journal of Political Research* 27(1): 3-19.
- [14] Giddens, A. (1994) *Beyond Left and Right*, Cambridge: Polity Press.
- [15] Elvire G & Stefano P. (2006) Evolution des attentes sociales et comportement électoral : France, 1978-2002, *document de travail PSE no 2006-37*

- [16] Hall P., Soskice D. (eds) (2001). *Varieties of Capitalism : The Institutional Foundations of Comparative Advantage*, Oxford, Oxford University Press
- [17] Hooghe, L., & Marks G. (2005). Calculation, Community, and Cues. Public Opinion on European Integration. *European Union Politics* 6 (4): 419-443.
- [18] Huckfeldt, R., Beck P. A., Russell J. D & Levine J. (1995). Political Environment, Cohesive Social Groups, and the Communication of Public Opinion. *American Journal of Political Science* 39(4): 1025–54.
- [19] Hurrelmann, A. (2007). ‘European Democracy, the “Permissive Consensus” and the Collapse of the EU Constitution’. *European Law Journal*, Vol. 13, No. 3, pp. 349–59.
- [20] Hix, S. (1999). *The political system of the European Union*. Deuxième édition. p147-174
London: Macmillan
- [21] Inglehart, R. (1977). *The Silent Revolution*. Princeton: Princeton University Press.
- [22] Iversen, T. & Soskice D. (2001). An Asset Theory of Social Policy Preferences. *American Political Science Review* 95(4): 875–94.
- [23] Janssen, J. H. (1991). Postmaterialism, Cognitive Mobilization, and Support for European Integration. *British Journal of Political Science* vol.21 no.4 (October 1991): 443-468.

- [24] Long J. S. & Freese J., (2006). *Regression Models for Categorical Dependent Variables using Stata, 2nd Edition*. Stata Press books, StataCorp LP.
- [25] Keohane, R. & Hoffmann S. (1990). Conclusion: Community politics and institutional change. In W. Wallace (ed.), *The Dynamics of European Integration* London: Pinter.
- [26] King, G., Tomz M., & Wittenberg J. (2000). Making the Most of Statistical Analyses: Improving Interpretation and Presentation, *American Journal of Political Science*, 44(2): 347-361
- [27] Lindberg, L. & Scheingold S. (1970) *Europe's Would-Be Polity*. Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall.
- [28] Lipset S.M. & Rokkan S., (1967) Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments: An Introduction, Lipset S.M. et Rokkan S. (eds.), *Party Systems and Voter Alignments. Cross National Perspectives*, The Free Press, New-York, 1967, p. 35.
- [29] Mayda, A. M. & Rodrik D. (2002). *Why Are Some People (and Countries) More Protectionist Than Others?*, mimeo, MIT.
- [30] McKelvey, R., and Zavoina, W. (1975). A Statistical Model for the Analysis of Ordinal Level Dependent Variables, *Journal of Mathematical Sociology* 4, pp. 103-120.
- [31] McLaren, L. (2002). Public support for European integration: cost/benefit analysis or perceived cultural threat? *The Journal of Politics* 64: 551–566.

[32] Molle, W (2006). *The Economics of European Integration: Theory, Practice, Policy*. Ashgate.

[33] Rodrik, D. (1997). *Has Globalization Gone Too Far?* Washington DC: Institute for International Economics.

[34] Rogowski, R. (1989). *Commerce and Coalitions*. Princeton, NJ: Princeton University Press.

[35] Sánchez-Cuenca, I. (2000). The Political Bases of Support for European Integration. *European Union Politics* 1(2): 147–71.

[36] Scheve, K. (2000). *Comparative Context and Public Preferences over Regional Economic Integration*, article présenté au Meeting Annuel de l'American Political Science Association, Washington, DC, 31 Aout–3 Septembre.

[37] Williams, R. (2006). "Generalized Ordered Logit/ Partial Proportional Odds Models for Ordinal Dependent Variables." *The Stata Journal* 6(1):58-82.